Palmier au Cameroun

L'huile de palme est utilisée dans la savonnerie ; l'huile de palmiste l'est surtout en margarinerie. La consommation française de ces produits est considérable, elle peut être évaluée à 130 000 t environ.

Sur le marché mondial, l'huile de palme et l'huile de palmiste sont des produits très importants puisque leur production peut être évaluée respectivement à 1 102 000 t et 395 000 t (1). Fournissant la matière première d'importantes industries, la palmeraie forme donc une part importante de l'économie mondiale.

L'huile de palme est extraite du fruit après ébullition et malaxage et, au Cameroun, cette fabrication est faite par les planteurs africains ou, plus précisément, par leurs femmes. Les procédés employés sont donc artisanaux et l'huile obtenue est loin d'être parfaite. 1 600 t d'huile seulement sont produites dans des usines et sont d'un faible taux d'acidité.

Après cette première opération, le noyau est cassé entre deux pierres et les amandes sont vendues au commerce européen. Les palmistes, on le voit, ne sont donc qu'un sous-produit. Le simple fait que les procédés de concassage soient, la plupart du temps, aussi sommaires, montre que le producteur camerounais n'attache pas un grand intérêt à cette production.

Et pourtant, les différentes espèces de palmiers fournissent à la vie traditionnelle une grande quantité de matériaux : les feuilles sont utilisées pour faire des vanneries ou des tuiles de bambou ; les nervures sont employées tantôt comme bois de charpente, tantôt pour faire des vanneries; la sève donne une boisson ; certaines fibres donnent des cordes.

Le palmier à huile *eloeis guineensis* est une des espèces les plus utilisées. Le Sud-Cameroun constitue, en effet, l'habitat idéal pour cette espèce. Chaleur et eau sont essentielles et le palmier peut s'accommoder de sol médiocre s'il a la température et l'humidité nécessaires. Le Cameroun fait partie de la zone que les anciens navigateurs dénommaient les « rivières de l'huile » ; c'est dire l'importance du palmier dans cette région.

***

Pourtant, à l'heure actuelle, l'exportation est faible. Contrairement à la plupart des autres produits, les exportations camerounaises d'huile de palme et de palmistes sont en baisse sur l'époque d'avant-guerre : en 1938 le Territoire exportait 9 000 t d'huile de palme, en 1952 il n'en a guère exporté plus de 2 000 t (2).

Les exportations de palmistes sont plus importantes : 33 132 t en 1939, 26 648 t en 1951, 18 627 t en 1952. Baisse brutale de l'exportation d'huile, maintien à un niveau quasi constant de celle des palmistes. Les palmistes sont un sous-produit de l'huile de palme. Comment expliquer l'évolution si diverse des deux productions ?

Certes, en signalant l'importante diminution de tonnage, nous ne pouvons tenir compte que des tonnages exportés. En fait la production est inconnue comme aussi la consommation locale. Il ne faut pas oublier que l'huile de palme est un ingrédient essentiel dans l'alimentation du Sud-Cameroun. La production vise, avant tout, à satisfaire un marché local très mal connu. Il est probable, par exemple, que les régions montagneuses de l'Ouest sont des gros centres de production d'huile de palme.

Une étude très sommaire sur le marché de Foumbot (3) a permis de constater qu'un tonnage d'huile relativement important transitait toutes les semaines sur cette place. Contrairement à ce que l'on pense généralement, le palmier à huile semble donc s'étendre, dans cette zone, en dehors de son habitat classique. La région Bamiléké, comme la région Bamoun, dépasse en effet 800 mètres d'altitude. Cette zone, climatiquement peu favorable en somme au palmier, est pourtant une région de grosse production : si la production d'huile passe inaperçue (12 t en 1949), parce que consommée localement, le tonnage de palmistes commercialisé atteint 1 078 t en 1949, soit près du tiers du tonnage total exporté par le Territoire ; chiffres considérables pour une région où les palmiers paraissent rares dans le paysage !

L'importance de la consommation locale et son augmentation peut expliquer la diminution des exportations des palmistes. La facilité de conservation des amandes permet d'ailleurs un stockage facile : le producteur peut attendre une amélioration des prix pour vendre. Il est donc possible qu'il accepte volontiers de récolter les noyaux, lui permettant une « épargne matière », alors qu'il n'exploite pas les fruits pour l'huile qu'il faudrait vendre aussitôt quel qu'en soit le cours. (4)

Cependant l'accroissement de la consommation locale n'explique pas tout. En effet, la moindre promenade dans la région des palmeraies permet de constater bien vite que les arbres ne sont pas soignés, que les régimes ne sont pas récoltés. Il y a une désaffection pour cette culture ; quels sont les motifs de ce comportement ? Diverses causes jouent vraisemblablement en même temps : causes économiques, causes techniques et psychologiques.

1) Le total mondial des productions d'oléagineux est estimé à 28 448 000 t. *Cf.* « Oléagineux », mai 1952, page 274.

2) *Cf.* : *Les exportations d'oléagineux et corps gras des Territoires d'Outre-Mer.* — P. WORMS, in « Oléagineux », déc. 1953, p. 878.

En 1938 les oléagineux représentaient 25,3 % en valeur et 29 % en poids du tonnage total exporté du Territoire. En 1951, il représentent 15,2 % en poids et 12,6 % en valeur (BIENAYNIE et SURRE — in « Oléagineux » — avril 1953, p. 203).

3) Etudes Camerounaises.

4) *Cf.* en ce sens : *Le Palmier au Cameroun*, « Oléagineux », janvier

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
— 88 — 9 NOV. 1983 N° : 3689
Cote B

Cl. Infocan

Palmeraie camerounaise

Les cours des produits oléagineux se sont trouvés relativement bas depuis quelques années. La concurrence des détersifs synthétiques a joué vraisemblablement, si bien que les prix n'ont pas augmenté entre 1938 et 1950 dans les mêmes proportions que ceux du cacao ou du café : le prix du cacao a été multiplié par le coefficient 66,4, le prix des palmistes par le coefficient 41 (1). Sur le marché purement local, ou plus précisément africain, le mouvement des prix n'a pas évolué de la même façon ; en effet ce marché ne suit pas, le moins du monde, l'orientation du marché mondial.

Il se forme donc un système fermé ; limité aux frontières d'un canton ou d'une subdivision, plus étendu parfois lorsque des transporteurs africains interviennent.

Les prix y sont fonction de l'offre et de la demande locales. Depuis trois ans, avec l'élévation du standing de vie de la population et avec l'accroissement de la population urbaine, les prix se sont sérieusement élevés. (2)

A les voir sous leur aspect technique, les travaux de la palmeraie, exploitée selon le mode autochtone, sont de faible productivité. L'huile produite par les méthodes artisanales locales est acide et, par conséquent, peu cotée sur le marché d'exportation. Au surplus, le transport de l'huile en bidons d'une quinzaine de litres n'est pas une opération commode ; cela limite la production et élève les prix demandés. Le problème est plus complexe encore qu'on ne l'imagine car dans l'économie africaine l'huile est vendue par les femmes sur le marché voisin de leur village. Elle est rachetée alors par des colporteurs qui vont vendre une charge composée d'un ou deux bidons à un marché un peu plus éloigné. Le produit passe ainsi de mains en mains jusqu'à la destination finale. Il est clair que chacun a prélevé au passage le bénéfice dont il avait besoin.

1) *Cf.* article de M. CHAULEUR dans « Marchés Coloniaux », 28-11-53, p. 3 314.

2) Ils sont actuellement de l'ordre de 100 F le litre en pays bamiléké.

Le problème est le même pour les palmistes dont le portage, lorsqu'ils sont produits loin des routes, représente une lourde sujétion. Dans le domaine de la technique agricole la productivité est faible. Les espèces cultivées sont peu sélectionnées, le rendement en fruits et en huile est limité, au moins 5 fois inférieur à celui des variétés modernes des stations spécialisées. Les arbres grandissent vite et l'on sait que pour cueillir le régime il faut grimper à leur sommet. Cette opération n'est pas sans difficultés, ni sans dangers, et tous les planteurs européens constatent que l'on ne trouve plus facilement des grimpeurs.

Un autre élément diminue l'intérêt de cette culture : l'Africain ne dispose pas d'arbres groupés en plantation, mais plutôt de palmiers dispersés dans des clairières. Aller de l'un à l'autre pour tailler ou pour cueillir des fruits suppose une assez grande perte de temps ; souvent d'ailleurs, les endroits peuplés de palmiers sont envahis par la brousse. Plus qu'une véritable culture le palmier à huile est une cueillette et le planteur de palmiers fait figure de ramasseur de fruits sauvages.

Il est certain que quelques cultures ont une espèce d'effet anoblissant sur celui qui les entretient. C'est le cas pour le café, c'est le cas également pour les bananes. Dans la région de Mungo la chose est évidente ; les planteurs africains de café et de bananes se considèrent comme une aristocratie du fait même de leur profession. Est-ce à cause des bénéfices économiques qu'ils retirent de leur activité ? Est-ce parce qu'ils ont l'impression d'égaler les planteurs européens qui se spécialisent dans ces deux productions ? Est-ce parce que l'on parle suffisamment de café et de bananes pour que chacun puisse s'estimer heureux de prendre part à des affaires aussi importantes ? Toujours est-il que dans la subdivision de Nkongsamba, en particulier, il y avait, dès 1945, un véritable engouement pour le café ; chacun tenait à honneur d'en avoir quelques centaines de pieds. Le palmier n'a jamais bénéficié d'une telle renommée. Les palmeraies européennes sont rares (3) ; est-ce à cela qu'il faut attribuer ce faible intérêt porté à ce produit ?

Il est possible que la présence et l'activité d'une station d'étude de l'Institut de Recherche sur les huiles et les oléagineux à la Dibamba soient de nature à lever ce préjugé. Les Africains, en voyant en effet l'intérêt que des hommes de science européens portent au palmier, peuvent retrouver un regain d'intérêt pour leurs arbres.

Coutumièrement, pourtant, la culture du palmier est depuis longtemps intégrée dans l'économie locale. Souvent même, la coutume prévoit expressément l'appropriation individuelle du palmier par celui qui l'a planté et, dans la forêt, les Africains savent très bien indiquer que les palmiers qui poussent dans telle clairière appartiennent à Pierre ou à Paul. Bien souvent le droit de propriété, avec ce qu'il comporte de définitif, n'est pas entré dans la coutume. Pour certains arbres cependant, et en particulier pour les palmiers, il paraît fréquemment admis. Le propriétaire de l'arbre a un droit privatif dont il peut disposer au moins en faveur de ses héritiers. Pourtant, jusqu'à

3) Environ 3 000 ha en exploitation.

présent, les Africains ne pensent pas à l'importance que pourrait prendre le palmier dans l'économie de leur région. Ils seraient vraisemblablement très étonnés d'apprendre qu'une culture qu'ils estiment secondaire peut entrer, comme c'est le cas au Dahomey, pour 45 % dans l'économie d'un Territoire assez évolué. (1)

***

La crise de production pourrait, semble-t-il, être résolue par un effort de valorisation du produit.

Sur le plan industriel la création d'usines modernes apporte un élément de réponse au problème. Le rendement en huile y est bien supérieur à celui qui est obtenu par la méthode artisanale : 12 % au lieu de 6 %. D'autre part la qualité de l'huile permet d'en obtenir de meilleurs prix. L'intérêt que présentent certains éléments de l'huile de palme, le carotène en particulier, mérite d'être signalé (2). Enfin, une huilerie industrielle permet de décharger le producteur africain de besognes longues et fastidieuses. Le plus souvent l'huile est fabriquée par les femmes et une économie de leur peine risque d'être peu sensible aux hommes. Ceux-ci jouent pourtant un rôle primordial dans la production puisqu'ils vont cueillir les régimes.

Deux usines ont été construites au Cameroun, l'une dans la région de Dibombari fonctionne actuellement, l'autre dans la région d'Edéa vient d'être achevée et va être mise en gérance. Leur capacité de production est, respectivement, de 2 000 et de 1 000 tonnes, pouvant être portée très facilement à 4 000 et 2 000 tonnes par ajoutage de quelques éléments.

Pour ces industries le problème essentiel est celui de l'approvisionnement et l'on retrouve le second élément de solution : valorisation de la production agricole.

Il est évident que le problème des transports se pose immédiatement. Déjà, la construction de réservoirs pour le stockage de l'huile, à Douala, facilitait le commerce de cette denrée. La création d'usines suppose un réseau de ramassage des fruits.

La création du Secteur de Modernisation de la palmeraie répondait au désir de mettre sur pied un organisme susceptible d'améliorer la production. L'affaire n'était réalisable qu'à la suite des longs efforts menés par l'I.R.H.O. Dans sa station de la Dibamba, l'Institut avait acclimaté et étudié de nombreuses espèces de palmiers. Ce travail a permis de connaître et de répandre les variétés les meilleures, condition préliminaire à tout effort agricole.

Comme nous l'indiquions plus haut, la palmeraie actuelle est constituée par des arbres non sélectionnés. De l'introduction de variétés nouvelles on escompte une amélioration de rendement, quant au poids de fruits d'une part, quant au pourcentage d'huile dans chaque fruit, d'autre pa
On pense aussi, par l'emploi de palmiers nai
résoudre le problème de la récolte actuelleme
difficile du fait de la grande hauteur des arbres.
Secteur de Modernisation a déjà procédé à d
plantations de cette espèce et il s'emploie à fai
admettre aux villageois le système des plantatio
groupées.

Un rajeunissement de la plantation est égal
ment projeté (3). En effet, un certain nombre d'a
bres sont vieux ; à la faveur du rajeunissement,
serait possible de planter en blocs cohérents d
espèces plus intéressantes.

Tout cela est fait par le Secteur de Modernis
tion. Cet organisme groupe tous les producteu
africains. Il doit fonctionner un peu à la faç
d'une coopérative en fournissant, à chaque cultiv
teur, les produits, les outils ou les plants séle
tionnés que l'individu ne pourrait pas acheter lu
même. Pour l'emploi d'outillage mécanique, p
exemple, plusieurs systèmes peuvent être imaginé
Chaque planteur peut rester entièrement maître d
sa récolte et payer directement les frais de mi
en œuvre des outils. On peut également propos
que le Secteur de Modernisation, chargé de con
mercialiser la production, prélève au passage
rémunération des services qu'il a fournis.

Quelle que soit d'ailleurs l'action du Secteu
elle ne rendra pas inutile la collaboration en trava
des planteurs. Certaines opérations peuvent êt
faites par des outils mécaniques, mais le trava
individuel reste nécessaire. Par exemple, des trac
teurs traînant des rouleaux ou des pièces de bo
peuvent abattre la brousse et nettoyer la palmerai
mais le dégagement des arbres eux-mêmes ne pe
être fait qu'à la main. L'épandage d'engrais rest
également une opération qui doit être faite indiv
duellement.

On pense, en définitive, que le Secteur d
Modernisation de Dibombari doit pouvoir aména
ger plus de 5 000 ha de palmeraies naturelles e
créer 1 500 ha de plantations nouvelles.

Par toutes ces mesures on peut espérer pare
à la désaffection relative dont était l'objet la cul
ture du palmier. L'exemple des Territoires voisin
montre que ce n'est pas une simple vue de l'esprit
Au Dahomey, depuis un an environ, la populatio
porte à sa palmeraie un nouvel intérêt. Les jardin
d'essais organisés par l'I.R.H.O. sont étudiés d
près par le public. L'effort de rajeunissement e
de replantation se poursuit favorablement. On peu
donc penser qu'il en sera de même au Cameroun

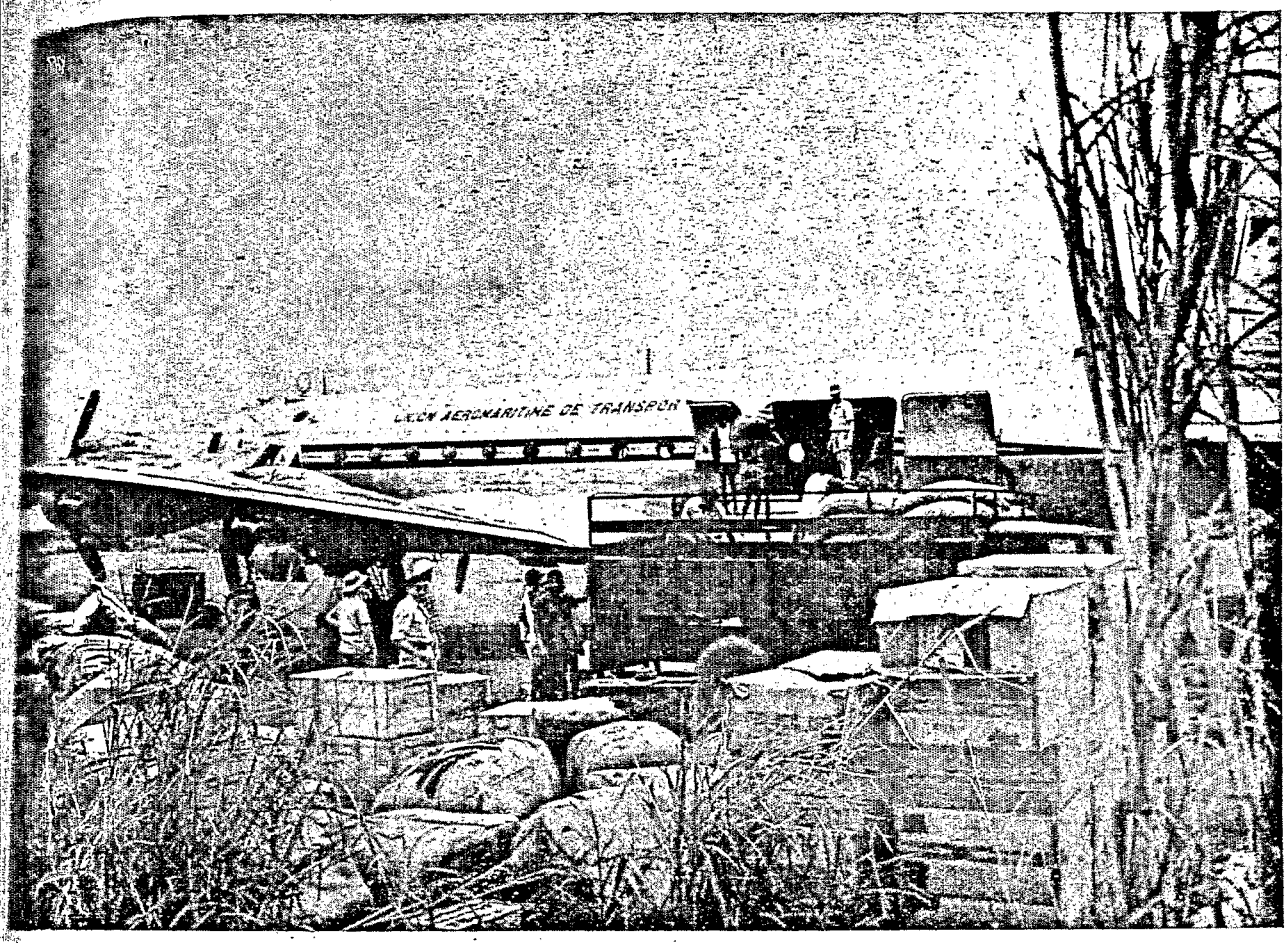
Certes, l'effort de production peut ne pas s
traduire immédiatement par un accroissement trè
visible des exportations. Il y a en effet, sur le mar
ché local, une assez forte demande, tant pour le
savonneries que pour l'alimentation, mais de tou
tes façons à une production accrue correspondra
une amélioration du niveau de vie des populations
tant chez les producteurs que chez le consomma
teur.

J. Binet.

1) Au Dahomey les concrètes représentent plus de 75 % de la valeur du commerce d'exportation. Les palmistes entrent pour 49 % et l'huile de palme pour 22 % de la valeur exportée.

2) Citons à ce propos les nombreuses études faites par l'I.R.H.O. — *Cf.* en particulier « Oléagineux », août 1953, p. 613.

3) Sur la technique du rajeunissement des palmeraie *Cf.* Michaux, in « Oléagineux », juil. 1953, p. 459. — *Cf* aussi sur le rajeunissement au Dahomey, Gabriau, « Oléa gineux », juin 1953.



DC 4 DE TRANSPORT CHARGEANT DES SACS DE CAFÉ VERT SUR LA PISTE DE BANGUI

ENCYCLOPEDIE MENSUELLE D'OUTRE-MER

FASCICULE 41 — JANVIER 1954

AFRIQUE DU NORD

ALGÉRIE

Facteurs économiques de l'industrialisation

L'industrialisation d'un pays requiert un certain nombre de conditions. Pour la commodité de l'exposé, on peut les classer sous deux grandes rubriques : les facteurs naturels, et les facteurs économiques. Les premiers ayant déjà été décrits (1); il importe de traiter des seconds. Ceux-ci peuvent être répertoriés sous trois grandes rubriques ayant trait à la dimension du marché, aux moyens de transport et aux possibilités financières.

A. Dimension du marché

Le marché algérien est de dimensions modestes; aussi les entreprises locales sont-elles de petites unités. Or cela est un inconvénient car les grandes exploitations bénéficient de prix de revient plus avantageux, elles tirent profit de la loi de production de masse et d'une meilleure utilisation des facteurs de production.

Un fort volume de production permet de ventiler les coûts constants sur un plus grand nombre de produits ce qui diminue le prix de revient unitaire moyen. Ainsi que l'écrit M. Perroux « la loi de production de masse, par elle seule, rend avantageuse l'augmentation de la dimension de l'entreprise qui permet une plus grande quantité de production, c'est-à-dire une élévation du nombre des unités produites d'une espèce considérée » (2).

D'autre part, les grandes entreprises utilisent au mieux les facteurs de production. Elles choisissent scientifiquement, en fonction de leurs besoins et de

1) Les facteurs de l'industrialisation de l'Algérie ont déjà été étudiés (Cf. février 1952, n° 18).

2) M. PERROUX : *Cours d'économie politique*, Tome 2, page 473.

B 3681